

Ambassade de France Inde
Service économique régional

Affaire suivie par Monique Tran
Visa : Benoît Gauthier

Inde – Asie du Sud

Brèves agricoles – Aout 2024

Inde

- Budget 2024 : La ministre des finances, Nirmala Sitharaman, dévoile un nouveau plan de modernisation de l'agriculture
- La variabilité de la mousson, amplifiée par les phénomènes liés au changement climatique, menace l'agriculture indienne

Bangladesh

- Les inondations d'août entraînent d'importantes répercussions économiques sur l'agriculture

Bhoutan

- Le Bhoutan et l'Inde ont signé un accord pour faciliter l'export de produits agricoles du Bhoutan vers l'Inde
- Le Bhoutan monte une équipe de réflexion sur la mise en place d'une assurance troupeau et récolte

Népal

- Le protocole indien Beckn, qui alimente des réseaux décentralisés tels que l'Open Network for Digital Commerce (ONDC), pourrait bientôt être adopté au Népal pour l'agriculture
- L'industrie de la pomme de terre au Népal en quête d'innovation et de croissance malgré les défis du secteur
- La mousson et les eaux non régulées en provenance du Népal menacent d'érosion les agriculteurs situés à la frontière

Pakistan

- Inquiétudes sur l'évolution de l'agriculture pour l'année budgétaire 2025
- Baisse de moitié de la production de coton au cours des deux premiers mois de la campagne 2024-2025
- Grand contrat de livraison de sucre raffiné avec le Tadjikistan
- Le gouvernement fédéral interdit toute nouvelle importation et bloque toute exportation de blé
- Les taxes à l'importation combinées avec la TVA favorisent le commerce illicite du thé
- Le développement du hallal s'apparente parfois à des barrières à l'entrée
- Salon FoodAg (acronyme d'alimentation et produits agricoles) consacré à l'exportation des produits alimentaires pakistanais
- Fatima Fertilizer prend le contrôle du capital d'Agritech Fertilizer
- Le FIDA s'implique dans la résilience agricole et du secteur de la pêche dans le Sindh

Inde

Budget 2024 : La ministre des finances, Nirmala Sitharaman, dévoile un nouveau plan de modernisation de l'agriculture

En juillet dernier, le gouvernement Modi, réélu en juin, a dévoilé le budget pour l'exercice 2024-25. Un budget intérimaire avait été auparavant annoncé début février. Le gouvernement a alloué 1324,7 Mds INR (15,8 Mds USD) au ministère de l'agriculture et du bien-être des agriculteurs, ce qui représente 2,7 % du total des dépenses budgétisées par le gouvernement central. Au sein du ministère, le département de l'agriculture et du bien-être des agriculteurs a connu une augmentation de 4 % par rapport au budget interimaire, avec une allocation de 1225,3 Mds INR (16,6 Mds USD).

Le programme PM-KISAN (transfert direct de 6000 INR/an aux agriculteurs) représente près de la moitié des dépenses du département de l'agriculture. La majeure partie de l'augmentation est toutefois due à une augmentation de 64,4 Mds INR (767,4 M USD) de l'allocation au Pradhan Mantri Annadata Sanrakshan Yojna (PM-AASHA)). Ce programme chapeau comprend plusieurs régimes, tels que le régime de soutien des prix (Price Support Scheme, PSS), le régime de paiement en cas de déficit de prix pour les oléagineux (Price Deficiency Payment Scheme, PDPS), et le projet pilote de régime d'approvisionnement privé et de stockage (Private Procurement & Stockist Scheme, PPSS).

Le budget alloué au département de la recherche et de l'éducation agricoles est resté stable à 99,4 Mds INR (1,2 Mds USD). Toutefois, le gouvernement procédera à un examen complet du dispositif de recherche agricole afin d'accroître la productivité et de développer des variétés résistantes au climat. Le gouvernement a ainsi annoncé que 109 nouvelles variétés à haut rendement et résistantes au climat pour 32 cultures seront mises à la disposition des agriculteurs au cours de cet exercice financier.

Le budget du département de l'élevage et des produits laitiers, 45,2 Mds INR (539 M USD), reste le même que le budget intérimaire, supérieur de 15 % à celui de l'année dernière, l'augmentation étant principalement due à une dotation plus élevée pour le programme de santé et de contrôle des maladies du bétail.

Le département de la pêche, avec 26,2 Mds INR (311,9 M USD) de budget, a vu une légère augmentation de l'allocation pour les coûts administratifs par rapport au budget précédent. Reconnaisant le potentiel de l'aquaculture, le budget fournira également un soutien financier pour la mise en place d'un réseau de centres d'élevage de nucléus pour les géniteurs de crevettes. En outre, divers intrants utilisés dans la fabrication d'aliments pour crevettes et poissons bénéficieront désormais d'exemptions de droits de douane.

Le budget du ministère des industries agro-alimentaires est resté le même que celui annoncé en février, avec 32,9 Mds INR (392,2 M USD). De même, le budget alloué au département de la consommation, de l'alimentation et de la distribution publique, qui assure la distribution publique de céréales aux populations pauvres de l'Inde, est resté inchangé à 2130,2 Mds INR (25,4 Mds USD). Toutefois, ce montant est inférieur de 4 % à celui de l'année dernière, en raison de légères diminutions des allocations aux différentes composantes des subventions alimentaires.

Le département des engrais n'a pas vu de changement dans l'allocation (1641,51 Mds INR/19,57 Mds USD) par rapport au budget intérimaire. Cependant, il y a eu une diminution de 13% par rapport au budget alloué en 2023-24 en raison d'une diminution des subventions pour l'engrais et pour l'urée.

Enfin, le gouvernement a annoncé qu'au cours des deux prochaines années, 10 millions d'agriculteurs seront initiés à l'agriculture naturelle et que les infrastructures publiques numériques pour l'agriculture seront renforcées.

Le budget de l'Union 2024 a suscité des réactions mitigées de la part du secteur agricole, les experts de l'industrie saluant l'accent mis sur la recherche et l'autosuffisance, tandis que certains dirigeants agricoles ont exprimé leur déception face à l'absence de réponse à des demandes clés telles que les annulations de prêts, les paquets de diversification, le budget pour la légalisation des MSP (le prix minimum de soutien). Certains dirigeants agricoles ont également exprimé leur inquiétude quant à l'octroi de fonds au secteur privé dans le domaine de la recherche agricole au nom du changement climatique, laissant les groupes de pression étrangers et les grandes entreprises imposer leur agenda.

La variabilité de la mousson, amplifiée par les phénomènes liés au changement climatique, menace l'agriculture indienne

La mousson représente 75% de l'eau fournie par les précipitations. En moyenne, elle commence le 1er juin dans les États du sud et s'étend sur l'ensemble du pays durant la première semaine de juillet. Cette année, en raison des effets du phénomène climatique El Niño, la mousson, qui avait débuté avec deux jours d'avance au Kerala, s'est propagée très lentement sur le reste du pays, retardant ainsi la plantation des cultures de la saison kharif comme le riz, le coton, la canne à sucre, etc. Les précipitations enregistrées durant le mois de Juin étaient ainsi inférieures de 20 % à la moyenne des précipitations des années 1970-2020, alors qu'au 6 août 2024, les précipitations étaient supérieures de 7 % à la moyenne nationale enregistrée de 1970 à 2020. Toutefois, elles sont inégalement réparties sur le pays. En effet, le centre de l'Inde et la péninsule sud ont enregistré des précipitations supérieures à la normale, de respectivement de + 19 % et + 24 %, tandis que les régions de l'Est, du Nord-Est et la région du Nord-Ouest sont en déficit, respectivement de -12 % et -6 % par rapport à la normale.

On observe également, pour 70 % des districts, des vagues de chaleur extrêmes. Or, d'après une récente étude du Forum of Enterprise for Equitable Development (FEED), les pertes de récolte sont occasionnées à 41 % par des sécheresses, à 32 % par des pluies excessives ou hors saison et à 24 % par une arrivée en avance ou tardive de la mousson. L'étude estime que 43 % des agriculteurs interrogés, majoritairement des agriculteurs marginaux, auraient perdu au moins la moitié de leur récolte. Les États souffrant d'un déficit de précipitations peinent à atteindre leurs objectifs de production agricole. L'Uttar Pradesh n'a atteint que 88 % de son objectif de semis de riz alors que la saison touche à sa fin. La situation est d'autant plus difficile que la majorité des agriculteurs n'ont pas accès à des assurances récoltes. Dans les États comme le Kerala, qui ont reçu des précipitations supérieures à la normale, des catastrophes humaines et matérielles, telles que des glissements de terrain et des inondations, ont causé la mort de 224 personnes au 7 août 2024. De ce fait, les recommandations faites par l'Etat aux agriculteurs restent de diversifier les cultures en utilisant, en particulier pour les Etats déficitaires, des cultures moins demandeuses en eau. En savoir plus, [article 1](#), [article 2](#), [article 3](#)

Bangladesh

Les inondations d'août entraînent d'importantes répercussions économiques sur l'agriculture

Les récentes inondations dans l'est du Bangladesh ont eu d'importantes répercussions économiques. Les dégâts aux récoltes sont estimés à environ 280 000 USD, affectant environ 1,4 million d'agriculteurs répartis sur 23 districts. Au total, c'est presque un million de tonnes de cultures, comprenant principalement des légumes, du riz, du gingembre, et du curcuma, qui ont été détruites. Les rizières ont subi les plus lourds dommages, avec environ 800 000 tonnes de riz noyées, représentant une perte de 200 000 USD. En tout, les cultures s'étendaient sur plus de 1,4 million d'hectares, dont environ 14,58 % ont été gravement endommagés, entraînant de fortes pertes pour les agriculteurs. Le secteur de la pêche a également été impacté, avec des pertes dépassant 125 000 USD dans les 12 districts les plus touchés. À ces chiffres s'ajoutent les dommages aux élevages de bétail et de volaille, aux aliments pour animaux, ainsi qu'aux infrastructures aquacoles. [En savoir plus](#)

Bhoutan

Le Bhoutan et l'Inde ont signé un accord pour faciliter l'export de produits agricoles du Bhoutan vers l'Inde

Cet accord entre le Bhutan Food and Drug Authority (BFDA) et le Food Safety and Standards Authority of India vise à simplifier les processus d'inspection en n'effectuant plus qu'un seul contrôle sur les produits du Bhoutan exportés en Inde. Il permettra au Bhoutan de réduire les coûts liés à l'export de sa production. Un atelier a été organisé du 29 Juillet au 1^{er} Août à l'Ambassade d'Inde au Bhoutan afin de sensibiliser les autorités du Bhoutan à la réglementation indienne et aux exigences en matière d'importation de nourriture. Cet atelier portait sur les politiques commerciales, les réglementations et les procédures, avec une attention particulière sur des produits comme les pommes, les pommes de terre, les noix d'arec, les aliments transformés et le bois. [En savoir plus](#)

Le Bhoutan monte une équipe de réflexion sur la mise en place d'une assurance troupeau et récolte

L'agriculture détient une place importante dans l'économie du Bhoutan en fournissant à la moitié de sa population des moyens de subsistance. Cependant l'agriculture au Bhoutan reste vulnérable face aux attaques des animaux sauvages, au changement climatique, aux catastrophes naturelles et aux maladies provoquant des pertes importantes. Ces aléas engendrent une plus grande vulnérabilité des agriculteurs qui mènent en représaille des actions de destruction de la faune sauvage. C'est pourquoi, le Ministère de l'agriculture et de l'élevage du Bhoutan, en collaboration avec le Ministère de l'Energie et des Ressources Naturelles, des compagnies d'assurance et le département BIOFIN du PNUD travaillent sur la mise en place d'une assurance troupeau et récolte. Un programme d'assurance, National Crop and Livestock Insurance Scheme, avait été proposé en 2016 puis revu en 2021 en raison de problèmes financiers. La nouvelle révision en cours d'élaboration propose de réduire le taux de prime en ciblant certaines de culture, comme le riz, le maïs, les pommes de terre, les oranges, les bovins, les poulets, les porcs. Cette proposition vise également à limiter les mesures de rétorsion exercées sur les animaux sauvages. [En savoir plus](#)

Népal

Le protocole indien Beckn, qui alimente des réseaux décentralisés tels que l'Open Network for Digital Commerce (ONDC), pourrait bientôt être adopté au Népal pour l'agriculture

Sixit Bhatta, un entrepreneur népalais dans le domaine des infrastructures publiques numériques (DPI), a déclaré vouloir lancer Vriddhi (un réseau basé sur une infrastructure numérique ouverte et interopérable, dédié à fournir des services d'information et de conseil) pour le secteur agricole au Népal. L'utilisation de Vriddhi serait similaire à celle de VISTAAR en Inde, un réseau ouvert non lucratif existant, avec pour mission de responsabiliser les agriculteurs et d'améliorer leurs pratiques agricoles, en fournissant des informations agronomiques, météorologiques ou même sur les marchés. VISTAAR est le fruit d'une collaboration multi-sectorielle impliquant des acteurs gouvernementaux, privés et académiques, des organisations de la société civile, et des acteurs du secteur agricole en amont et en aval de la chaîne de production. Cependant, l'utilisation des DPI est loin d'être démocratisée au Népal, la population montre une réticence à leur utilisation même si les résultats observés en Inde sont très prometteurs. Sixit Bhatta a indiqué qu'un protocole d'accord avait été signé avec l'Université de Katmandou le 18 juillet, afin de créer un centre d'innovation pour développer les DPI. [En savoir plus](#)

L'industrie de la pomme de terre au Népal en quête d'innovation et de croissance malgré les défis du secteur

Malgré l'importance croissante de la culture de la pomme de terre au Népal, le manque de semences de qualité et de variétés adaptées à la transformation limite le potentiel de cette industrie. Actuellement, le pays n'est pas autosuffisant et importe environ 40 % des pommes de terre consommées, principalement d'Inde. Pour encourager cette culture, le gouvernement offre des subventions pouvant atteindre 75 % sur les semences de pommes de terre, ainsi que des primes locales, comme dans la province de Gandaki où une prime de 0,015 USD/ kg est offerte. Une semaine après la première Journée internationale de la pomme de terre au Népal, la première grande entreprise de frites du pays a débuté ses opérations avec une capacité de transformation de 30 t de pomme de terre par jour. En 2022, le Népal a importé près de 5 700 t de frites et les importations annuelles de produits à base de pommes de terre s'élevaient à 112 millions d'USD. Divers acteurs se lancent donc dans la recherche et le développement pour l'industrie de la pomme de terre au Népal, notamment dans la recherche variétale et la production de semences de qualité. [En savoir plus](#)

La mousson et les eaux non régulées en provenance du Népal menacent d'érosion les agriculteurs situés à la frontière

Cette année, la mousson a encore fait de nombreux dégâts. En particulier près de la frontière Indo-Népalaise où le relâchement de l'eau excédentaire liée aux précipitations abondantes de la mousson a inondé les districts frontaliers, en causant des glissements de terrain et l'érosion accélérée des sols. Plusieurs dizaines de morts ont été déclarées par les autorités indiennes, des villages entiers se sont retrouvés bloqués par les inondations ou forcés d'abandonner leur logement et plusieurs personnes ont risqué leur vie pour sauver leur bétail. De plus, les crues éclairs emportent avec elles des terres agricoles cultivées, 3,5 hectares de terres cultivées ont ainsi été perdus suite à la crue de la rivière Mohana dans le district de Lakhimpur Kheri.

[En savoir plus](#)

Pakistan

Inquiétudes sur l'évolution de l'agriculture pour l'année budgétaire 2025

(i) Après avoir connu une croissance globale de 6,25 % au cours de l'année budgétaire 2024 (l'année budgétaire commence le 1er juillet et se termine à la fin juin), l'exercice 2025 démarre sur une base élevée alors que l'économie agricole ne s'annonce pas bonne cette année. Premièrement, la faiblesse (ou l'absence) du prix de soutien du blé pendant l'année budgétaire 2024 a eu un impact négatif sur le retour sur investissement des agriculteurs.

(ii) Cette année budgétaire 2025, la mousson a été dévastatrice en août, bien que moins forte que pendant l'été 2022 (220 000 hectares de cultures ont été touchées, le gouvernement dans le seul Sindh déplore 300 MUSD de pertes), elle a déjà un impact négatif sur la récolte de coton dans le Sindh (118 000 hectares de coton ont été affectés par la mousson dans cette province).

(iii) L'avantage commercial du riz basmati pakistanais sur les marchés étrangers devrait par ailleurs s'atténuer du fait du retour annoncé de l'Inde sur le marché mondial.

(iv) La fiscalité agricole sera plus élevée à partir de janvier 2025 et provoque un abandon d'activité de certains acteurs agricoles, ce qui se reflète dans la baisse de 20 à 25 % de la surface des terrains en location (theka) dans certaines régions du Pendjab.

Baisse de moitié de la production de coton au cours des deux premiers mois de la campagne 2024-2025

L'Association des producteurs de coton du Pakistan a annoncé que la production de coton au cours de la saison en cours avait baissé de 48,48% par rapport à juillet/août 2023. En 2023/2024, la récolte avait été aussi élevée qu'en 2018, mais les besoins d'importations en coton avaient tout de même représenté 1Md USD. Si la baisse de la production devait se confirmer, le Pakistan devra cette année importer 5 millions de balles de coton. Selon l'Association des producteurs de coton, la baisse de la production constatée des champs de coton pakistanais au début de la nouvelle année budgétaire est plus liée à une baisse de rendement qu'à la mousson particulièrement forte cette année.

Une partie importante du coton pakistanais (de 15 à 20% pendant l'année budgétaire 2024) sert à l'alimentation du bétail du fait que le coton est endommagé par des cueillettes qui sont effectuées à la main sans protocole phytosanitaire permettant d'éviter les contaminations et par l'utilisation de semences de coton génétiquement modifié qui ont perdu au fil des années, du fait de l'absence de mise à niveau génétique et de renouvellement, leurs qualités de résistance aux attaques des insectes et des parasites.

Grand contrat de livraison de sucre raffiné avec le Tadjikistan

Le ministre du commerce pakistanais a indiqué que le Tadjikistan allait exporter 40 000 tonnes de sucre raffiné à des prix préférentiels (à un tarif compris entre 133 et 136 PKR le kg) dans le cadre d'un accord de gouvernement à gouvernement (G2G) par l'intermédiaire de la société de négoce publique « Trading Corporation of Pakistan » (TCP).

Le gouvernement fédéral interdit toute nouvelle importation et bloque toute exportation de blé

Au premier trimestre 2024, le gouvernement intérimaire avait importé de grandes quantités de blé alors que les stocks de blé étaient déjà à leur niveau maximal. Cette erreur de commande avait causé, selon la cour des comptes locale, plus de 300 Mds PKR (1Md USD) au Trésor national. Selon le ministère du commerce, les stocks de blé sont toujours à leur niveau maximal (un million de tonne de blé). Les importations de blé et le surstockage de blé a entraîné une surabondance de blé sur le marché, à l'origine d'une chute des prix pour les producteurs (de 2 800 à 3 000 PKR les 40 kg de blé, alors que les prix à l'achat il y a un an s'établissaient à 3 900 PKR les 40 kg de blé. Dans ce contexte, le ministère a interdit jusqu'à nouvel ordre toute nouvelle commande de blé et toute exportation de blé ou de produits à base de blé, de farine, de farine raffinée et de semoule.

Les taxes à l'importation combinées avec la TVA favorisent le commerce illicite du thé

Le Pakistan est l'un des plus grands consommateurs de thé au monde, avec une consommation annuelle dépassant les 200 000 Millions (M) de tonnes pour une production locale de 45,8 M de tonnes en 2022/2023. Les deux grandes marques vendue et emballées sur place sont Tapal Tea qui détient la plus grande part de marché avec 29,6 %, tandis que Lipton Pakistan Ltd a une part de marché de 18 %. L'augmentation de 6% de taxe à l'importation + TVA (GST) en 2022/2023 à 18% pendant l'année budgétaire 2024/2025 a entraîné une recrudescence de la contrebande. L'administration des impôts considère que 30% du thé vendu au Pakistan est importé illégalement d'Afghanistan et d'Iran. Ces filières d'importations pourraient entraîner pendant l'année budgétaire 2024/2025 une perte de revenus fiscaux de 360 MUSD. Selon les agences provinciales chargées de la sécurité alimentaire (Food safety authorities), les risques sanitaires associés au commerce illicite du thé sont alarmants, car le thé de contrebande saisi par les douanes comporte fréquemment des substances nocives telles que des colorants, de la sciure de bois voire du sang de pigeon...

Le développement du hallal s'apparente parfois à des barrières à l'entrée

Lors d'un séminaire qui a eu lieu à Karachi au début du mois d'août, les points de discussion suivants ont été relevés :

- (i) le développement du « Pakistan single national Halal Mark » s'inspire du modèle malaisien (une coopération technique a été mise en place entre les ministères du commerce des deux pays) ;
- (ii) il est difficile de mettre en place une filière hallal et une certification hallal nationale sur tout le secteur agricole du fait de la part de la production agricole qui relève de l'économie grise ;
- (iii) les normes islamiques appliquées au Pakistan peuvent s'apparenter à des barrières à l'entrée (l'exemple de l'affaire des exportations de mono sodium glutamate –« additif E 621»- de la société japonaise Ajinomoto contre l'Etat pakistanais qui considérait ce produit comme « makrooh » (terme islamique que l'on peut traduire par « déconseillé » ou « indésirable », mais pas « haram », à savoir interdit). Selon la société japonaise, la décision pakistanaise d'interdire l'importation de l'additif E 621 puis la non-homologation d'une usine de production de mono sodium glutamate au Pakistan sont contestables dans la mesure où cet additif est considéré comme hallal en Indonésie et aux Philippines et que le Pakistan importe des pâtes alimentaires indonésiennes préparées avec cet additif.

Salon FoodAg (acronyme d'alimentation et produits agricoles) consacré à l'exportation des produits alimentaires pakistanais

Le salon annuel consacré à l'exportation des produits alimentaires pakistanais (FoodAg, acronyme d'alimentation et produits agricoles) s'est tenu du 9 au 11 août 2024 à Karachi. Le salon FoodAg a été inauguré par le Premier ministre ce qui est relativement rare au Pakistan. FoodAg a attiré 750 chefs d'entreprises ou responsables des achats venant du monde entier. Du côté pakistanais, l'exposition avait mobilisé 350 entreprises actives dans l'exportation et le ministère pakistanais du commerce aidé par l'Union européenne abritait un stand qui regroupait 80 entreprises sur le point de devenir des primo-exportateurs issus des provinces les moins favorisées du pays en matière économique (Baloutchistan et Khyber-Pakhtunkhwa). Une mission de sept entreprises françaises essentiellement centrées sur des sociétés basées à Rungis avait été mobilisée par la conseillère économique pakistanaise. On rappellera enfin qu'il s'agissait de la première mission commerciale française depuis la visite du Medef International en 2019.

Fatima Fertilizer prend le contrôle du capital d'Agritech Fertilizer

Fatima Fertilizer, troisième fabricant d'engrais du Pakistan après Fauji Fertilizers et Engro) produit des engrais à base d'azote et de phosphate rentre dans le capital d'Agritech Fertilizer à hauteur de 25%. Agritech est la deuxième production d'urée et d'engrais monophosphatés granulés du Pakistan.

Le FIDA s'implique dans la résilience agricole et du secteur de la pêche dans le Sindh

La disparition d'au moins 10 hectares par an de terres arables dans la région du Sindh s'explique par des éboulements de terrains liés à la montée des eaux, les côtes n'étant plus protégées par la mangrove. L'initiative du FIDA (Fonds international de développement agricole) qui s'intitule « Projet de résilience côtière au Sindh en 2025 » vise à soutenir l'agriculture et la pêche dans les zones vulnérables du Sindh grâce à la reconstitution d'un environnement naturel côtier d'origine (dont la restauration de mangroves). Ce projet vient compléter les projets développés en 2024 par la Banque asiatique de développement et par le Fonds vert pour le climat.